



## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 184 du 22 Juillet 2024**

### **HAUTS-DE-FRANCE : DES COMPAGNONS D'EMMAÛS FONT CONDAMNER LEURS DIRIGEANTS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ !**

« *La lutte jusqu'à la victoire* » : devant le tribunal de Lille, les compagnons sans-papiers d'Emmaüs, en grève depuis un an, ont laissé exploser leur joie après la condamnation de trois dirigeants de deux communautés du Nord pour travail dissimulé.

Ces compagnons de la Halte-Saint-Jean dénonçaient leurs conditions de travail, le pécule bien plus faible que celui préconisé par Emmaüs France qu'ils touchaient et leurs perspectives de régularisation incertaines. A l'automne, des compagnons d'une autre communauté nordiste, celle de Nieppe, avaient suivi le mouvement de grève en demandant leur régularisation.

Ces deux communautés ont en commun d'avoir rejeté le statut d'Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires (Oacas), créé sur mesure pour le mouvement de l'Abbé Pierre en 2008, afin de mieux protéger les compagnons.

« *Ces deux communautés n'auraient pas dû pouvoir continuer d'adhérer à Emmaüs France en s'excluant du statut Oacas* », ce qui a eu pour effet de priver les compagnons des droits de ce statut, a souligné le président du tribunal correctionnel. Il a souligné que la façon dont certains intégraient la Halte-Saint-Jean, d'abord comme bénévoles puis comme compagnons s'ils donnaient satisfaction, évoquait un recrutement, alors que la philosophie d'Emmaüs préconise un accueil inconditionnel. Horaires, encadrement, menace de sanctions et fixation d'objectifs permettent aussi de caractériser une relation de travail, a-t-il pointé.

#### **Harcèlement !**

Logés et nourris, les compagnons doivent participer au fonctionnement des communautés, qui ne touchent pas de subventions et vivent de la vente d'objets de récupération. Mais ces activités doivent en théorie être menées sans lien de subordination. Les trois dirigeants ont été condamnés à des **peines d'emprisonnement avec sursis d'un an, neuf mois et six mois, ainsi qu'à une interdiction de diriger ou gérer un organisme d'économie sociale et solidaire pendant cinq ans.**

Ils devront dédommager les compagnons et verser à l'Urssaf du Nord de fortes sommes, dépassant le **million d'euros** pour la directrice de la Halte-Saint-Jean.

Ils n'étaient pas poursuivis pour traite d'êtres humains, comme souhaité par les grévistes, mais pour travail dissimulé. La directrice de la Halte-Saint-Jean a également été condamnée pour harcèlement sur deux salariés.

Tous trois feront appel, contestant une décision « *sans fondement juridique* » et appuyée « *sur des déclarations mensongères* », a indiqué le président de la Halte. Dans la liesse sur le parvis du tribunal, la Gabonaise Alixe de la Halte-Saint-Jean confie son « *sentiment d'apaisement* ». Elle se réjouit que ces dirigeants « *soient mis sur le banc de touche* », pour « *qu'il n'y ait plus d'autres personnes qui subissent* » le même traitement. Les grévistes ont chaudement remercié la CGT et le Comité des Sans-Papiers pour leur soutien depuis le début du mouvement.

#### **Ouvrir la voie !**

Depuis 2018, un sans-papiers justifiant de trois années d'activité ininterrompue dans un Oacas, mais aussi de perspectives d'intégration, peut se voir accorder une carte de séjour. « *Si on a donné tout ce temps, c'était pour la régularisation* », avait expliqué à l'audience Rodrigue, gréviste de Nieppe. Les dirigeants avaient assuré qu'ils obtenaient des régularisations malgré l'absence de statut Oacas, que la communauté de Nieppe devait acquérir en 2025.

«*Les compagnons ont commencé à obtenir un début de dédommagement. Maintenant, le travail va être de saisir le conseil des prud'hommes pour faire valoir leurs droits de salarié-es*», en obtenant des arriérés de salaires pour les années passées dans les communautés, a souligné l'un de leurs avocats, François Bizeur.

Pour la CGT, ce procès pourrait ouvrir la voie à des mouvements de contestation dans d'autres communautés, alors qu'Emmaüs accueille désormais majoritairement des étrangers sans-papiers.

Fin juin, deux responsables d'Emmaüs Tarn-et-Garonne ont été mis en examen pour «*travail dissimulé*» au détriment de personnes vulnérables.

Secoué par la crise dans le Nord, l'enquête dans le Tarn-et-Garonne et la diffusion par France 2 d'une émission «*Complément d'enquête*» dénonçant des manquements, Emmaüs France a annoncé un «*plan d'action*» début juin.

**Il comprend le lancement de «140 audits sociaux», d'un audit de la fédération et d'un dispositif d'alerte, avec un numéro vert destiné aux personnes accueillies dans les communautés.**

### **ATHIES-SOUS-LAON (AISNE) : LES SALARIÉS DES TRANSPORTS PAPIN EN GRÈVE « ON NE NOUS PAIE PAS TOUTES NOS HEURES » !**

Ce lundi, une vingtaine de salariés de l'entreprise Papin, située à Athies-sous-Laon et Montcornet, a tenu un piquet de grève. Ils dénoncent, entre autres, des conditions de travail non sécuritaires, des heures non payées, des congés payés imposés et des menaces de la part de la direction.

### **EQUIPEMENTIERS AUTOMOBILES : L'HÉCATOMBE CONTINUE !**

**Les groupes sont engagés dans un bras de fer avec les constructeurs sur les réductions de coûts, tandis qu'ils compriment leurs effectifs et multiplient les fermetures d'usine.**

- Près de Tours (Indre-et-Loire), le fabricant de garnitures Pullflex (56 salariés) a annoncé en juin à ses équipes la fermeture du site.

- A côté de Châteauroux (Indre), le producteur de jantes Imperiales Wheels s'apprête lui aussi à cesser la production (180 salariés).

- A Gournay-en-Brie (Seine-Maritime), le fabricant d'airbags suédo-américain Autoliv compte supprimer 55 emplois salariés et 24 postes d'intérimaires d'ici à la fin de l'année.

- A Mondeville (Calvados), c'est l'usine Bosch qui doit fermer ses portes en juin 2026, laissant 400 personnes sur le carreau.

Sur la plate-forme Florange Opportunités, qui met en relation «*cédant et acquéreur de sites industriels dans le cadre d'opérations de mises en œuvre de la loi Florange*», plusieurs annonces concernent des reprises d'usine. Par exemple, celle de l'équipementier Bosch à Marignier (Haute-Savoie). Selon l'annonce, «*le site bénéficie de l'expérience des 141 salariés, rompus aux impératifs de qualité du secteur automobile*» qui ont déjà «*opéré une diversification (...) permettant de l'adapter rapidement à d'autres activités*».

Autre site «*Florange*» dans le secteur automobile, celui de Saint-Rémy-de-Maurienne (Savoie) du groupe Johnson Electric, avec «*pont roulant de dix tonnes, transformateur, compresseurs*» et 54 salariés.

### **Mouvement de déstockage mondial !**

Chez les équipementiers automobiles, pas une semaine ne passe en effet sans une mauvaise nouvelle sur le front de l'emploi. Depuis le début de l'année 2024, les liquidations (MA France) ou des réductions d'effectifs se multiplient : Nidec, EFI Automotive, Flabeg, Mahle, ZF mais aussi chez Forvia et Valeo. En début d'année, ce dernier a dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance.

S&P Global Mobility (S&P), la référence du secteur, évalue, en effet, la production automobile mondiale à 90,3 millions de voitures en 2023, et ne prévoit presque pas de croissance cette année (entre 0 et 1 %), à peine plus l'an prochain ou en 2026 (entre 0 et 2 % pour chacun de ces deux exercices). Les ventes de voitures ont certes progressé de 5 % au premier trimestre, tirées par la Chine et l'Europe, mais sans effet sur la production globale.

Le mouvement de déstockage mondial n'est sans doute pas terminé : S&P insiste en effet «*sur la croissance rapide des stocks de véhicules chinois dans les ports européens*». Pour ses experts, l'expansion chinoise est ralentie par «*le déficit de logistique*» pour écouler les véhicules. Les droits de douane fixés par l'Europe freineront l'offensive sans l'arrêter. Pas de croissance et une guerre des prix annoncée, les équipementiers serrent les boulons.

Le cabinet de conseil AlixPartners n'est pas plus optimiste. D'ici à 2030, il estime que la croissance mondiale des ventes de voitures particulières sera limitée à 2,2 % l'an et concentrée en Chine, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. «*La Chine est la seule région du monde qui gardera une croissance supérieure au rattrapage post-Covid. En Europe, d'ici à 2030, la croissance du marché sera inférieure à 1 % et surtout tirée par les ventes en Europe de l'Est ou dans les pays qui subventionnent le passage à l'électrique, comme la France.*»

A cela s'ajoute une incertitude forte : la transition vers la mobilité sans émission de carbone se passe moins vite

que prévu. Le cabinet de conseil s'attend à un report de l'échéance d'interdiction de vente des voitures à moteurs thermique en 2035 en Europe. S&P Global Mobility, de son côté, constate que cela donne un coup de pouce aux constructeurs et équipementiers qui ont une offre de moteurs hybrides.

### **Faible croissance du marché européen !**

Cet environnement instable rend la navigation difficile dans un monde où le passage à l'électrique et à des véhicules de plus en plus construits autour des logiciels et de l'électronique embarquée impose d'accélérer les investissements en recherche et développement et les acquisitions. Les équipementiers de taille mondiale, comme Valeo, Forvia, OPMobility (ex-Plastic Omnium) ou l'allemand ZF « *sont donc limités dans leur capacité à faire baisser ces coûts* », indique S&P Global Mobility. Ils ont fait des acquisitions pour rester en pointe, ce qui pèse sur leur endettement.

Pour AlixPartners, une autre donnée complique l'équation : la faible croissance du marché européen « *va être captée par les constructeurs chinois, qui imposent un nouveau modèle au monde automobile* ». Tout d'abord, ils sont beaucoup plus intégrés verticalement que les européens. Pour produire sa berline haut de gamme Seal, BYD produit lui-même 75 % des composants, Tesla pour la Model 3, en produit 45 %, Volkswagen pour son ID 3, 35 % seulement, selon les estimations d'AlixPartners.

Ensuite, lorsque les constructeurs chinois achètent une pièce ou une partie du véhicule, « *ils ont en général deux fournisseurs qu'ils mettent en concurrence* ». Cette intégration verticale et cette pression sur leurs partenaires industriels expliquent leur coût de revient inférieur de 30 % à celui des européens. La rentabilité des équipementiers automobiles en Chine n'est donc pas meilleure qu'en Europe ou aux Etats-Unis.

Le seul gagnant est le capitalisme mondial qui se restructure pour plus de profits, et ce sont les populations qui paient le prix fort.

### **VALEO SAINT-QUENTIN-FALLAVIER (ISÈRE) : L'ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE VEUT SE SÉPARER DE SON SITE NORD-ISÉROIS !**

Alors qu'un nouveau directeur du site de Saint-Quentin-Fallavier a été nommé vendredi. Alors que plus d'une centaine de salariés de Valéo, équipementier automobile, ont fait grève lundi 11 juillet, répondant ainsi à l'appel des syndicats minoritaires ; Sud Industrie et la Confédération autonome du travail. Ou ont débrayé quelques heures lundi matin comme le suggérait la CGT, FO, la CFE-CFC, la direction du groupe réunie en CSE central, à Créteil, a fait savoir à ses salarié-es via un communiqué. son intention de rechercher un repreneur pour la totalité du site de Saint-Quentin-Fallavier, comptant **350 salarié-es et une quinzaine d'intérimaires**.

Suite à une chute drastique de sa production, l'usine iséroise espérait l'arrivée d'une nouvelle activité : la fabrication d'un nouveau moteur électrique DMG pour lequel Valéo Saint-Quentin-Fallavier a travaillé en recherche et développement pendant plusieurs mois.

« *Cette annonce nous fait penser que cette activité sera déployée en Turquie, sur le site Valéo de Bursa et non chez nous* », commente l'intersyndicale CGT/FO/CFE-CGC qui craint, à terme, la fermeture définitive de l'usine. Un nouveau CSE aura lieu mardi 16 juillet pour informer les partenaires sociaux du site isérois.

### **VALEO ENVISAGE DE FERMER TROIS USINES EN FRANCE !**

L'équipementier cherche des repreneurs pour ses deux usines de L'Isle-d'Abeau et La Suze, et son site de R & D de La Verrière (Yvelines). **Un millier d'emplois sont concernés**.

Alors que les plans de suppression d'emplois se sont multipliés depuis janvier chez les équipementiers automobiles européens (Imperial Wheels, MA France, Forvia...) Valeo n'échappe pas à la vague de restructuration en cours. Ce mardi, le groupe français a confirmé rechercher un repreneur pour ses usines de **L'Isle-d'Abeau (Isère) et de La Suze (Sarthe), ainsi que pour son centre de R & D de La Verrière (Yvelines)**. Ces sites emploient au total un millier de personnes.

Selon la direction et certains syndicats du groupe, ces fermetures possibles s'expliquent par la nécessaire adaptation à la mue profonde du marché automobile européen, engagé dans la transition à marche forcée vers le tout-électrique d'ici à 2035. Sur le site de L'Isle-d'Abeau (qui employait 350 salariés), récemment converti partiellement aux systèmes d'hybridation, la technologie « n'a pas rencontré son marché », explique ainsi un porte-parole de l'équipementier, ajoutant que l'usine n'a actuellement plus de commandes.

### **Baisse de la production automobile européenne !**

Sur le site sarthois, spécialisé sur les systèmes de gestion de la température pour les moteurs thermiques et électriques, c'est plus globalement la baisse de la production automobile européenne, sous l'effet de la concurrence chinoise, qui contraint Valeo à envisager une fermeture, selon le groupe. De fait, selon l'Association des constructeurs européens (Acea), le nombre d'immatriculations de véhicules neufs en Europe a certes nettement rebondi en 2023 (+ 13,7 %, à 11,3millions d'unités). Mais on reste loin des 15,3 millions

d'immatriculations comptabilisées en 2019. Si Valeo espère maintenir ses effectifs de R & D par des reclassements, c'est au total, sans repreneurs, **un millier d'emplois qui pourraient être menacés.**

### **MÉTALLURGIE : REPRISE D'ASCOMETAL PAR GREYBULL CAPITAL !**

**Le tribunal de Strasbourg a statué favorablement en date du 8 juillet, sur la reprise de la société , impactant les 760 salariés du groupe.**

Ascometal, acteur majeur de la sidérurgie depuis près de 40 ans, produit des aciers de haute technicité pour les marchés de l'automobile, de l'énergie et de la mécanique. L'entreprise est répartie sur plusieurs sites de production situés à Hagondange en Moselle, Dunkerque dans le Nord, Custines en Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'au Marais dans la région de Saint-Étienne. Elle comprend également un centre de R&D, le CREAS, et une holding située à Hagondange. Ascometal détenait également un site de production à Fos-sur-Mer, repris il y a quelques semaines par l'industriel italien Marcegaglia.

**Le projet de reprise de Greybull Capital prévoit un business plan ambitieux, incluant un investissement conséquent pour une voie lingot à Hagondange et le redémarrage du laminoir des Dunes.**

Pour rappel, cet outil avait été mis à l'arrêt en 2019 suite à une décision de l'ancien actionnaire Swiss Steel. À l'époque, la CGT s'était opposée à cette décision, qui affaiblissait encore les capacités de production du site de Dunkerque et entraînait la perte d'un savoir-faire.

**Ce projet d'investissement, s'il est mené à terme conformément aux engagements, devrait permettre à Ascometal de se positionner sur de nouveaux marchés et d'assurer ainsi sa pérennité.**

La validation de l'offre de reprise de Greybull Capital par le tribunal a été rendue possible grâce à l'implication de nombreux acteurs au terme d'une longue procédure, et en premier lieu grâce à la mobilisation des salariés.

**Durant toute la procédure, la FTM CGT n'a cessé de réclamer le soutien de l'État pour obtenir des mesures concrètes afin de sécuriser les sites et les emplois du groupe.** Ce n'est que quelques heures avant l'audience du tribunal du 28 juin dernier, **qu'un accord de financement a pu être trouvé entre l'État et Greybull Capital,** prévoyant l'obtention d'un prêt d'État pouvant aller jusqu'à 85 millions d'euros.

Toutefois, même si cet accompagnement de l'État de dernière minute a permis de faire émerger une offre de reprise et d'éviter le scénario catastrophe d'une liquidation, **la FTM CGT exige que les services de l'État mettent tout en œuvre pour s'assurer que les engagements pris par le repreneur soient honorés.**

Ascometal repart pour un troisième départ à la barre du tribunal, et le passé laisse présager qu'il ne suffit pas de promesses pour redresser et pérenniser une entreprise. **La FTM CGT attend des engagements et un suivi concret et régulier des services de l'État, associant les syndicats, pour veiller au bon déroulement du projet.**

La FTM CGT se félicite de la décision du tribunal en faveur de la reprise d'Ascometal par Greybull Capital, une décision qui ouvre une nouvelle perspective pour les salariés et les sites de production.

**Toutefois, nous restons vigilants et déterminés à garantir que les engagements pris seront tenus.** La pérennité de l'entreprise et la sauvegarde des emplois dépendent de l'application rigoureuse des investissements promis et du soutien indéfectible de l'État. **Nous appelons donc tous les acteurs impliqués à collaborer étroitement pour assurer le succès de ce projet de reprise.**

### **GIMA À BEAUVAIS (OISE) : MENACÉS DE LICENCIEMENT, LES SALARIÉS SOUS PRESSION, UN ULTIMATUM FIXÉ !**

A Gima-Beauvais, le conflit social s'enlise. Les équipes du week-end s'opposent toujours à leur reclassement. Un ultimatum a été fixé par la direction.

Sur le rond-point qui mène **au pont flambant neuf de l'avenue Blaise Pascal de Beauvais**, la détresse des salariés de Gima (Groupement international de mécanique agricole), s'affiche en lettres capitales.

Les 32 salariés qui composent l'équipe week-end du fabricant de transmissions pour tracteurs voguent de désillusion en désillusion et de piquet de grève en piquet de grève depuis sept longues semaines.

**Le service week-end menacé par la baisse d'activité !**

Il y a sept mois pourtant, rien ne laissait présager une telle situation. La construction cet hiver **d'un viaduc** censé permettre à AGCO et Gima de relier leurs deux sites dans la ZAC de Ther, était porteuse de promesses. « *Au moins 200 emplois* » devaient être créés sur ces sites, selon le président d'AGCO France.

Mais depuis cette inauguration en grande pompe, le discours a évolué. À tel point que le service week-end se retrouve aujourd'hui menacé par une baisse des carnets de commande.

« *Le grand PDG américain d'AGCO (ex Massey Ferguson) a en effet annoncé dans une vidéo une perte de 6% d'activité à l'échelle mondiale, ce qui aurait des répercussions sur tous leurs sites dans le monde* ».

Les salariés redoutent que toutes ces propositions de reclassement ne soient le prélude d'un « *plan social massif* ».

Certains de ces ouvriers très qualifiés n'ont pas passé un seul week-end en famille depuis 20 ou 30 ans. On a versé 13 millions d'euros d'argent public pour ce pont. Et maintenant, on vient nous expliquer qu'on devrait laisser piétiner ou jeter dehors ces 32 ouvriers et techniciens ? Ce n'est pas acceptable.

### **Des propositions de reclassement chez AGCO ou Safran !**

Une situation qui ne manque pas d'inquiéter la trentaine de salariés concernés. Des propositions de reclassements leur ont bien été faites au sein de l'équipe de semaine ou sur des sites voisins, que ce soit à AGCO même ou chez Safran, à Méru.

Mais celles-ci s'accompagneraient de pertes de salaire sèches allant jusqu'à 500 euros.

### **Ils vont perdre 500 euros, tout en travaillant plus !**

Inacceptable pour José Baladeira, secrétaire général de l'union locale CGT de Beauvais, qui suit ce dossier de près depuis un mois et demi.

Une entreprise comme celle-là a les moyens de reclasser les gens sans perte de salaire. Il ne faut pas déconner. On ne parle "**que**" de 30 salariés. Les week-ends c'est ce qui leur permettait de gonfler leur salaire. Ils vont donc perdre **500 euros, tout en travaillant plus**. Et le plus dégueulasse dans tout cela, c'est qu'ils risquent de se retrouver au coefficient le plus bas de la catégorie déclare **José Baladeira** Secrétaire général de l'union locale CGT de Beauvais

**La direction de Gima** a depuis fixé un ultimatum aux salariés grévistes. Ils ont jusqu'au 20 juillet pour accepter ou décliner les offres de leur direction. **En cas de refus, ils risquent le licenciement économique.**

Une réunion, organisée mardi entre la direction et les syndicats, n'a pas donné plus d'avancées.

### **STELLANTIS MULHOUSE (HAUT-RHIN) : « LES INTÉRIMAIRES SE FONT ARNAQUER SUR LES INDEMNITÉS DE JOURS CHÔMÉS » !**

Sur le site de Stellantis Mulhouse, les intérimaires subissent de nombreux jours chômés imposés par la direction, ce qui engendre des pertes importantes de salaire. Une façon pour la multinationale automobile de faire toujours plus d'économies sur le dos des travailleurs précaires.

*« Il y a régulièrement des jours chômés, ou l'entreprise impose de ne pas travailler par manque d'activité. Il y a tout un dispositif pour indemniser les travailleurs en CDI, mais les intérimaires eux ne touchaient rien. Ça avait fait monter la colère et la direction a mis en place une avance de 56 euros par jours chômés. Mais ça reste une avance qui est récupérée sur les IFM (indemnités de fin de contrats), ce qui revient à la situation de départ. Les intérimaires se font arnaquer sur les indemnités de jours chômés »* explique Vincent Duse, ouvrier PSA-Stellantis Mulhouse et militant CGT.

En effet, ces jours chômés pèse énormément sur la paye des intérimaires. Sur les quatre derniers mois, l'usine de Stellantis Mulhouse en a imposé beaucoup. *« Entre mai et juillet il y a eu 10 annulation de séances. Pour les intérimaires ca représente 560 euros qu'ils perdront d'un coup sur leurs indemnités de fin de mission, c'est totalement injuste »* dénonce le militant CGT.

Dans cette situation, la colère des intérimaires continue de s'accroître au début de la période estivale ou de nombreux contrats vont arriver à leur terme et où les IFM perçues seront totalement dérisoires.

Cette situation touche des centaines d'intérimaires sur lesquels le groupe compte pour réaliser un maximum d'économie et toujours plus de profit. Pour exemple, sur le site de PSA Mulhouse, **1.200 intérimaires sont embauchés pour environ 4.000 salariés**. *« Au montage, la tâche la plus pénible, il y a plus d'intérimaires que d'embauchés. Il y a 4 mois on comptait 936 intérimaires et 823 CDI, mais il y a eu 600 intérimaires qui ont été virés en mars »* explique Vincent Duse.

Alors que Stellantis enregistrait un nouveau record avec 18,6 milliards de bénéfices en 2023, les travailleurs sont toujours plus maltraités par la multinationale. En témoigne le recours massif à la précarisation de l'emploi, mais aussi la suppression de poste avec **12 % d'effectifs en moins en Europe et 13 % aux USA sur la période de 2021 à 2023**. Une politique qui a aussi des conséquences sur des centaines de milliers de travailleurs de la sous-traitance automobile et dont les emplois sont aujourd'hui menacés, à l'image du **licenciement brutal de 400 travailleurs de l'équipementier automobile MA France**

### **COSNE-D'ALLIER (ALLIER) : UNE CENTAINE DE MANIFESTANTS MOBILISÉS DEVANT UN EHPAD !**

Familles, mais aussi personnels, représentants et élus locaux, tous critiquent une dégradation des soins à l'Ehpad de Cosne-d'Allier. Malgré une entrevue avec la direction obtenue après une mobilisation, ils déplorent un "*immobilisme complet*".

*"La situation ne fait que se dégrader."* La voix tremblotante au micro, face aux manifestants réunis devant l'Ehpad de Cosne-d'Allier, cette fille de pensionnaire peine à contenir ses émotions en d'après-midi.

*"On ne peut pas faire confiance à l'établissement"*, poursuit-elle en aparté, un tee-shirt "*Mon papa vaut plus que*

ça !" sur les épaules. "On craint pour sa prise en charge, ou qu'il soit oublié", dit-elle à son sujet.

### **Dysfonctionnements !**

Des dysfonctionnements pouvant menacer la sécurité des résidents dénoncés sur site par une centaine de personnes, à l'appel de la CGT. Familles, mais aussi personnels et élus locaux, tous critiquent une dégradation des soins, un manque d'organisation, d'écoute...

"Rien ne va, aucune procédure n'est respectée, aucune réglementation", résume Sylvain Balouzat, représentant de l'union syndicale départementale, en évoquant des climatiseurs en panne l'été, des toilettes qui fuient, bouchées, avec des selles stagnantes retirées à la main, et d'autres scènes quotidiennes peu reluisantes.

### **Déception !**

Le secrétaire général de la section Santé et action sociale parle de membres du personnel mis en difficulté pour mener correctement leur mission, "qui ne supportent plus de venir". Comme ceux qui fréquentent cet Ehpad de l'Aumance, il se montre essentiellement critique envers les autorités de tutelle dont l'Agence régionale de santé, et plus particulièrement contre le directeur.

Mais la déception dominait après les deux heures d'entrevue obtenue avec ce dernier.

Il a fini par nous présenter quelques excuses et solutions, mais rien de suffisant. Il répond que l'établissement connaît des difficultés financières, mais renvoie vers l'ARS.

*De quoi nourrir chez les manifestants le sentiment d'"immobilisme complet au sein de cet établissement, comptant moins d'une centaine de résidents. À défaut d'avancées, ils promettent de poursuivre leurs actions à l'avenir.*

### **JO DE PARIS 2024 : DES RÉSIDENCES ÉTUDIANTES INSALUBRES POUR LOGER DES POLICIERS !**

Plusieurs policiers chargés de la sécurité durant les JO ont pointé l'insalubrité des logements qui leur ont été proposés. **Ils occupent des chambres étudiantes du Crous.**

Dans plusieurs appartements d'une résidence étudiante située dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, des cafards morts ont été retrouvés sur les meubles et dans les réfrigérateurs. Ils ont été réquisitionnés pour loger des policiers durant la période des Jeux olympiques. **"C'étaient les premiers effectifs qu'on envoyait dans des Crous"**

Des solutions de relogement ont été proposées et le Crous est intervenu rapidement. **L'insalubrité des logements étudiants est un problème récurrent.** Dans une résidence de l'Essonne, des images tournées quelques mois plus tôt montrent de la moisissure, des cafards, etc....

Le principal syndicat étudiant dit ne pas être écouté. "Il faut que ce soit des policiers qui alertent sur les états des résidences pour que ce soit entendu", regrette Salomé Hocquard, vice-présidente de l'UNEF.

### **PARIS 2024 : DES DANSEURS DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DÉPOSENT UN PRÉAVIS DE GRÈVE !**

Le syndicat défendant les artistes interprètes (SFA-CGT) a déposé un préavis de grève pour le 26 juillet, jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, pour protester contre «*de criantes inégalités de traitement*» entre les artistes recrutés pour le spectacle.

« **Nous sommes au regret de devoir annoncer la pose d'un préavis de grève pour le spectacle du 26 juillet ainsi que pour les prochaines répétitions des cérémonies d'ouverture des Jeux Paralympiques** » le 28 août, annonce dans un communiqué le syndicat (représentatif et majoritaire dans la branche), la CGT-Spectacle.

Le syndicat dit avoir « **alerté** », à plusieurs reprises, « **Paname24, le producteur exécutif des cérémonies, de pratiques contractuelles non conformes à la convention collective** » (des entreprises artistiques et culturelles).

« **Nous avons également pointé de criantes inégalités de traitement ainsi qu'une absence de dialogue social au cours des préparations des cérémonies** », ajoute-t-il.

« **Des conditions honteuses, sans défraiement** » !

Un membre du SFA a indiqué estimer qu'environ « **250 à 300 danseurs intermittents du spectacle** », sur les quelque 3.000 recrues des JOP, « **ont été recrutés dans des conditions honteuses, sans défraiement, ou sans connaître le montant de la cession des droits voisins** ».

Le syndicat s'interroge sur plusieurs points: « **pourquoi les droits voisins, perçus en rétribution de la captation et de la diffusion de leurs prestations chorégraphiques, fluctuent de 60 euros pour les intermittents du spectacle, exclus jusqu'alors des négociations collectives, à 1.610 euros pour les salariés ayant pu bénéficier d'une négociation collective fructueuse** » ?

« **Pourquoi certains artistes non parisiens sont et seront défrayés et logés quand la majorité d'entre eux, les plus précaires ne le sera pas, quand bien même ils et elles auraient les mêmes contrats de travail** ? » poursuit-il.

Selon lui, après une saisine du comité de la Charte Sociale des JO, deux réunions de négociations se sont tenues avec Paris 2024 et Paname24, début juillet. « **Mais aucune réponse ne nous a depuis été apportée** » et aucune nouvelle rencontre n'est programmée.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :  
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)  
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement